

La voix de l'opposition de gauche

Le 20 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Une bien étrange conception du syndicalisme.

- Concertation Macron : un système. - La Tribune des travailleurs (POID)

Extrait.

LTT - "Si la classe ouvrière a constitué, au cours d'un long combat, ses organisations syndicales, c'est pour faire valoir – de manière organisée – ses intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste. Les organisations négocient sur la base du rapport de force. C'est leur rôle. LVOG - Les syndicats n'ont jamais eu pour mission ou rôle de négocier quoi que ce soit avec l'Etat des capitalistes ou le patronat.

Chacune des parties fait connaître ses positions, ensuite elles définissent en toute indépendance les moyens de les faire appliquer ou de les imposer à l'autre partie.

Par exemple, le patron décide qu'il n'accordera aucune augmentation de salaire, le syndicat exige une augmentation de 8%. Le patron va camper sur sa position ou proposer 2% d'augmentation, et le syndicat va continuer d'exiger 8%, il ne négocie rien du tout, il va consulter les salariés. Si 2% conviennent à la majorité des salariés le syndicat continuera d'exiger 8% sans appeler à la grève pour les obtenir puisqu'elle serait minoritaire et vouée à l'échec dès le départ. En revanche, si la majorité des salariés partagent l'exigence du syndicat, il appellera à la grève. Une fois la grève enclenchée, si le patron propose une augmentation supérieure, le syndicat réunira le personnel en assemblée générale ou le consultera pour que les salariés décident s'ils souhaitent ou non poursuivre la grève. Si la nouvelle proposition du patron leur convient, elle sera appliquée sans que le syndicat n'ait négocié quoi que ce soit avec le patron, car en définitif il n'a de compte à rendre qu'aux salariés et non au patron, ce qu'il semble ignorer au POID. C'est ainsi que l'indépendance de la classe ouvrière et des syndicats aura été préservée ou peut se concevoir et pas autrement. On a évoqué la majorité des salariés, mais il peut s'agir de la majorité d'un atelier ou d'un service. Au POID, à force de fréquenter les appareils pourris des syndicats, ils ont perdu jusqu'aux notions les plus élémentaires du syndicalisme.

Les syndicats ont été créés pour défendre ou représenter les intérêts des travailleurs et les organiser, les rassembler sur leur propre terrain de classe, pour pouvoir ensuite engager le combat contre l'Etat et le patronat, autrement dit se donner les moyens pratiques de les vaincre ou d'obtenir satisfaction à leurs revendications en recourant à la grève, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Affirmer que la classe ouvrière a des "intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste" laisserait à penser que ce "conflit" pourrait être permanent ou non, et comme l'immense majorité des travailleurs n'en ont pas conscience ou sont bourrés d'illusions dans le capitalisme, ils seront portés à imaginer que ce conflit est passager.

Or, c'est la nature des rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production capitaliste, qui détermine l'existence d'intérêts de classe antagonistes et irrémédiablement inconciliables, ce qui signifie que ce conflit est permanent, aussi permanent que l'exploitation (et l'oppression) à laquelle est soumis chaque travailleur, qu'ils en aient conscience ou non, c'est un fait établi que la formule employée ici fait disparaître. C'est un peu comme la paix que revendiquent ceux qui nous gouvernent, c'est une paix armée en attendant la prochaine guerre, parce que le capitalisme ou l'impérialisme porte en lui la guerre et non la paix.

On nous dit que la concertation serait érigée en "système", mais on se garde bien de nous expliquer pourquoi, pourquoi c'est possible, sinon parce que les syndicats (donc les agents du capital qui les contrôlent) sont partie prenante de ce "système", s'y soumettent de bonne volonté, y adhèrent.

LTT - Si la classe capitaliste – et les gouvernements à son service – cherche à contraindre les organisations des travailleurs à avoir « un projet commun » avec eux, c'est pour tenter de nier l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités."

LVOG - Ils ont trouvé le moyen de nous glisser "*l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités*" en y associant les syndicats pour qu'on ne leur prête pas de les nier.

<https://latribunedestravailleurs.fr/2018/04/12/concertation-macron-un-systeme/>

Rectification

Dans la causerie du 19 avril, l'article intitulé *Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ?* a été imputé par erreur au NPA, il était de LO.

La version corrigée.

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - LO 11 avril 2018 Extrait.

LO - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - LO regrette que les États-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. LO participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias.

Le 18 avril, LO a récidivé.

- Syrie : le jeu cynique de l'impérialisme - 18.04

LO - Dans la nuit du vendredi au samedi 14 avril, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont bombardé trois sites présentés comme liés au programme d'armement chimique. Au total, une centaine de missiles se sont abattus sur des bâtiments vidés de leur personnel depuis plusieurs jours.

LVOG - La défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les États-Unis et leurs vassaux, avait indiqué le

ministère russe de la Défense le 14 avril. A LO ils n'étaient pas au courant, il faut en déduire qu'ils ne doivent s'informer qu'auprès des médias occidentaux ou aux ordres.

LO - Pour justifier leur action militaire, Washington et Paris avaient assuré avoir la preuve de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad dans l'enclave de la Ghouta. En tout cas, ils se sont bien gardés d'attendre la moindre enquête internationale, puisque les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sont arrivés en Syrie après les frappes occidentales.

LVOG - Depuis le 7 avril, une multitude de témoignages ou de voix s'étaient élevées dans le monde pour contester la version de Washington et Paris, mais là encore, LO l'a ignoré.

LO - Il faut tout le cynisme dont sont capables les dirigeants impérialistes pour utiliser une telle justification car, depuis sept ans que dure la guerre en Syrie, ils ont laissé la population se faire massacrer, aussi bien par les troupes du régime que par les milices djihadistes soutenues par leurs alliés.

LVOG - On aura compris que LO regrettait que le gang de Washington, Paris, Londres n'ait pas bombardé la Syrie plus tôt !

LO - Depuis le début des affrontements en Syrie en 2011, les dirigeants américains ont cherché à tirer parti des affrontements, appuyant des groupes djihadistes contre le régime d'Assad, laissant leurs alliés saoudiens et turcs appuyer et armer des groupes djihadistes à l'idéologie et aux méthodes qui n'avaient rien à envier à celles de Daech, quand ce n'était pas Daech lui-même.

LVOG - Daesh, pas Daesh, ils n'en savent trop rien et ils s'en foutent ! On sait que tous les groupes de barbares qui interviennent en Syrie, en Irak et dans d'autres pays de la région ou en Afrique sont tous à l'origine issus d'Al-Qaïda, puis de l'Emirat islamique ou Daesh, chacun ayant son banquier et son fournisseur d'armes attiré, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Israël, Amérique, Grande-Bretagne, France, etc. son donneur d'ordres, quoi. LO - (...) Loin d'une intervention destinée à protéger les populations, c'est de la part des dirigeants impérialistes une action cynique calculée pour imposer coûte que coûte leur présence sur un champ de bataille dont ils sont pratiquement écartés. Le sort des populations civiles, pas plus en Syrie qu'ailleurs, n'entre jamais dans les calculs des puissances impérialistes, sinon comme prétexte.

LVOG - Non, sans blague !

Bref, LO ne vaut guère mieux que le NPA, à éviter.

Cela ne nous rajeunit pas, mais cela fait du bien. On n'est pas Charlie ou U2, mais Pink Floyd !

- Des Casques blancs auraient tenté de faire pression sur Roger Waters, l'ex-leader de Pink Floyd
- francais.rt.com 19.04

Le 19 avril, des courriels auraient révélé comment le groupe d'activistes syriens controversé des Casques blancs a essayé de faire pression sur le cofondateur de Pink Floyd, Roger Waters, avec de l'argent saoudien.

Les révélations ont été publiées sur le blog de Max Blumenthal. Dans un e-mail d'octobre 2016, Roger Waters aurait été ainsi invité à une levée de fonds organisée par le milliardaire saoudien Hani Farsi pour honorer le travail des Casques blancs. Dans ce document, il est également encouragé à regarder un documentaire sur le groupe.

Et cela ne se serait pas arrêté là : quelques jours avant son récent concert à Barcelone, Roger Waters aurait été contacté par un journaliste français travaillant pour les Casques blancs. Le journaliste aurait demandé à Roger Waters de livrer un message aux enfants de Syrie. Certains de ces e-mails ont été diffusés sur la version anglophone de RT. Selon le blogueur Max Blumenthal, Roger Waters n'a pas répondu aux courriels.

En outre, au lieu de soutenir les Casques blancs lors de son concert de Barcelone, Roger Waters a dénoncé l'organisation et son fonctionnement : «Les Casques blancs sont une fausse organisation qui n'existe que pour faire de la propagande pour les djihadistes et les terroristes. C'est ma croyance. Nous avons des croyances opposées.»

«Si nous devons écouter la propagande des Casques blancs et d'autres, nous serions encouragés à encourager nos gouvernements à lancer des bombes sur les gens en Syrie», a-t-il ajouté. «Ce serait une erreur monumentale pour nous en tant qu'êtres humains», a-t-il appuyé.

Interviewé par Max Blumenthal, Roger Waters a confirmé sa pensée : «Maintenant, nous savons que les Casques blancs essaient d'encourager l'Occident à larguer des bombes et des missiles illégalement en Syrie.» francais.rt.com 19.04

Dossier Syrie

On savait bien que l'esclavage n'avait pas réellement été abolie ou la servilité d'un courtisan ridiculisé aux yeux du monde entier.

- Bachar al-Assad rend sa Légion d'honneur à la France, «esclave des Etats-Unis» - LeParisien.fr 20 avril 2018

La présidence syrienne a annoncé jeudi que la décoration de la Légion d'honneur attribuée par la France en 2001 au président Bachar al-Assad avait été rendue après la participation de Paris aux frappes contre la Syrie samedi.

« Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a officiellement rendu à la République française, par le biais de l'ambassade de Roumanie à Damas, qui parraine les intérêts français en Syrie, la décoration de grand-croix de la Légion d'honneur accordée au président Assad par l'ancien président français Jacques Chirac », indique la présidence dans un communiqué.

"Il n'est point d'honneur pour le président Assad de porter une décoration attribuée par un régime esclave (...) des Etats-Unis qui soutient les terroristes", indique encore la présidence.

La décision de rendre la Légion d'honneur a été prise après « la participation de la France à l'agression tripartite aux côtés des Etats-Unis et du Royaume-Uni contre la Syrie le 14 avril », selon le communiqué. [Le Parisien](http://LeParisien.com) avec AFP 20 avril 2018

La vengeance est un plat qui se mange chaud, froid elle est frelatée.

- La vengeance du général Benoît Puga - Réseau Voltaire 19 avril 2018

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé à l'Assemblée nationale l'ouverture de la procédure de radiation du président syrien, Bachar el-Assad, de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Elle lui avait été décernée par le président Jacques Chirac, qui se présentait alors comme son tuteur et l'introduisait dans l'arène internationale.

Cette procédure, extrêmement rare, est conduite par le général Benoît Puga. Celui-ci fut commandant des Forces spéciales (COS), puis du renseignement militaire (DRM). Il fut chef d'état-major particulier de deux présidents successifs, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Depuis l'Élysée, il organisa et commanda les soldats français secrètement envoyés en Syrie pour y renverser le régime et y rétablir « le mandat français », selon l'expression du président Hollande. Il n'a jamais été poursuivi pour ces faits et, au contraire, en a été félicité en étant nommé grand chancelier de la Légion d'honneur et en participant à la réunion 2017 du groupe de Bilderberg. Réseau Voltaire 19 avril 2018

L'Empereur d'Otanie menace.

- Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques, selon le Pentagone - Reuters 19 avril 2018

L'armée du président syrien Bachar al Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques limitées, même si rien n'indique que l'une d'elle est en préparation, a estimé jeudi le Pentagone.

"Ils ont conservé une capacité résiduelle, qui est probablement répartie dans une multitude de sites à travers le pays", a affirmé le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Kenneth McKenzie.

Selon quatre sources proches du dossier interrogées par Reuters, l'armée américaine a conclu que les frappes aériennes menées la semaine dernière par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne en Syrie ont n'ont eu qu'un impact limité sur les capacités du régime syrien à mener d'autres attaques chimiques.

Ces conclusions contrastent avec celles de la présidence américaine qui affirmait que les frappes aériennes occidentales ont touché le coeur du programme d'armes chimiques syrien.

Etats-Unis, France et Grande-Bretagne ont détruit trois cibles, la plus importante d'entre elles étant le Centre de recherche et de développement de Barzeh qui serait, selon le renseignement américain, impliqué dans l'élaboration des armes chimiques syriennes.

Mais d'après les sources interrogées par Reuters et qui se sont exprimés sous le sceau de l'anonymat, certains éléments laissent penser que le stock syrien d'armes chimiques n'était pas intégralement entreposé dans les trois cibles visées.

Certaines de ces armes sont stockées dans des écoles et dans des immeubles d'habitation qualifiés par l'une des sources de Reuters de "boucliers humains".

Si les sources de Reuters admettent que la destruction du centre de recherche de Barzeh a sans doute eu un impact sur les capacités du régime, elles soulignent qu'une grande quantité d'autres dispositifs chimiques sont restés dissimulés. Reuters 19 avril 2018

En complément.

- L'UE menace le Venezuela de nouvelles sanctions - Reuters 19.04

Federica Mogherini, porte-parole de la diplomatie européenne, a menacé jeudi le Venezuela de nouvelles sanctions si les "conditions d'un processus électoral crédible et inclusif" ne sont pas respectées lors des scrutins présidentiel et législatifs du 20 mai. Reuters 19.04

Dans la rubrique farces et attrapes des conspirateurs.

- Les USA accusent Moscou et Damas d'effacer leurs traces à Douma - Reuters 20 avril 2018

Les Etats-Unis disposent d'informations crédibles montrant que les gouvernements syrien et russe tentent d'effacer les traces de l'attaque chimique présumée à Douma tout en empêchant les enquêteurs internationaux d'y accéder, a dit le département d'Etat jeudi. Reuters 20 avril 2018

C'était juste un mauvais film : "Un jour de tournage des Casques blancs" du MI6.

- Vidéo. Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner.

<https://www.youtube.com/watch?v=z7tXwqiCWI4>

- Vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma: le reportage sur le garçon sera diffusé à l'Onu fr.sputniknews.com 19.04

La vidéo réalisée par les Casques blancs avec la participation du petit Syrien Hassan Diab, présenté comme une victime de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera diffusée aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré l'ambassadeur de la Russie à l'Onu, Vassili Nebenzia.

Le témoignage du garçon syrien Hassan Diab, qui, selon une vidéo montée par les Casques blancs, aurait été touché lors de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera soumis aux pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, a indiqué Vassili Nebenzia, ambassadeur de la Russie auprès de cette organisation internationale.

«Nous disposons d'ores et déjà de ce reportage sous-titré. Nous l'avons distribué aux représentants des pays membres [du Conseil de sécurité, ndlr] et d'ici à la prochaine réunion du Conseil, nous trouverons le moyen de le diffuser sur grand écran», a-t-il fait remarquer.

La chaîne de télévision Rossiya 24 a présenté l'interview de ce garçon de 11 ans qui a participé au tournage de la vidéo sur «l'attaque», invité, comme de nombreuses autres personnes, par les Casques blancs.

«Nous étions dans un sous-sol. Maman m'a dit qu'il n'y avait rien à manger et qu'on mangerait demain. Nous avons entendu des cris dans la rue, on criait "Allez à l'hôpital". Nous avons accouru à l'hôpital et dès que j'y suis entré, on m'a attrapé et on a commencé à m'asperger d'eau. Ensuite, on nous a mis sur des lits à côté d'autres personnes», a dit le garçon à Rossiya 24.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique, mais que sa famille avait reçu pour le tournage des aliments, notamment des dattes, des biscuits et du riz.

Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»

Le ministère russe de la Défense avait précédemment présenté une interview vidéo de participants au tournage. Les médecins de l'hôpital y déclarent qu'«aucune des personnes transportées à l'hôpital ne présentait de traces d'intoxication par des agents chimiques». sputniknews.com 19.04

- Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» sputniknews.com 19.04

Le garçon syrien Hassan Diab, présenté par les Casques blancs comme une personne touchée par la présumée attaque chimique le 7 avril à Douma, a raconté à un journaliste russe comment la vidéo sur «l'attaque» a été filmée.

Il n'y a eu aucune «attaque chimique» à Douma, une banlieue de Damas, le 7 avril dernier et les personnes qui «auraient été touchées par un agent chimique» ont été invitées par les Casques blancs, a annoncé mercredi Hassan Diab, un garçon de 11 ans qui figurait dans la vidéo.

Le correspondant de guerre de la chaîne, Evguéni Poddoubny, a noté qu'on avait obligé le garçon à tourner dans cette vidéo.

«L'enfant n'avait rien à manger. On lui a donné du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage», a indiqué le journaliste.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique dans la ville.

«Quand j'ai appris que mon enfant était à l'hôpital, j'ai demandé de m'absenter de mon travail pour y aller. J'ai fumé dehors, je n'ai rien senti. Je suis entré à l'hôpital et j'ai vu ma famille. Les extrémistes ont donné des dattes, des biscuits et du riz aux participants à ce tournage avant de nous laisser rentrer chez nous. Mon enfant se portait parfaitement bien», a indiqué l'homme.

Le correspondant Evguéni Poddoubny a publié un reportage sur Instagram où il montre la salle d'hôpital qui a servi de lieu de tournage pour les Casques blancs.

«L'hôpital traitait plusieurs personnes souffrant d'asphyxie au monoxyde de carbone, parce que ce jour-là, il y avait plusieurs incendies à Douma. Tout à coup, des extrémistes criant "Attaque chimique" sont arrivés en courant dans l'hôpital. Ils ont amené leurs acteurs qu'ils ont mis sur le plancher et ont commencé à les asperger d'eau. Cela a servi de prétexte pour une frappe portée contre la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France», indique le journaliste dans le reportage.

Des correspondants de la chaîne américaine One America News Network se sont eux aussi rendus à Douma. Ils ont interviewé les médecins de l'hôpital, qui avait servi de lieu de tournage pour l'attaque chimique présumée, ainsi que des habitants de Douma. sputniknews.com 19.04

- Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner sputniknews.com 19.04

Le père d'un garçon qui a été présenté par les Casques blancs comme une «victime» de l'attaque chimique présumée de Douma a fait part de sa volonté de comparaître devant les organisations internationales afin de leur faire connaître la vérité. Selon lui, «les armes chimiques n'y ont pas été utilisées».

Omar Diab, le père du garçon syrien présenté par les Casques blancs comme une des « victimes » de l'attaque chimique présumée du 7 avril à Douma s'est déclaré prêt à livrer son témoignage à n'importe quelle organisation internationale afin de prouver que les armes chimiques n'ont pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

«Mon fils n'avait aucune trace d'exposition aux armes chimiques. Il a été un peu effrayé, mais il est sain et sauf. Avec ma famille, nous sommes prêts à témoigner n'importe où dans le monde, que cela soit à Genève ou à New York, que les armes chimiques n'y ont pas été utilisées», a-t-il déclaré.

Auparavant, le correspondant de guerre de la chaîne Rossiya 24, Evguéni Poddoubny, avait déclaré que ce qui s'était passé à Douma le 7 avril n'avait pas été une attaque chimique mais «un jour de tournage des Casques blancs». Le journaliste russe a réussi à parler à Hassan Diab, un

garçon syrien âgé de 11 ans, qui a raconté qu'on lui avait donné «du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage». sputniknews.com 19.04

- Défense russe: l'attaque chimique présumée à Douma a été simulée par les Casques blancs - sputniknews.com 19.04

Personne n'a confirmé que l'attaque présumée a eu lieu dans la ville, a déclaré en direct un présentateur de One America News Network. Il a annoncé avoir interrogé une dizaine de résidents. «Ils ont dit que ce jour-là, tout allait comme toujours dans ce quartier et qu'ils n'avaient remarqué rien d'insolite», a noté le journaliste. Il a interrogé 40 ou 50 autres personnes dans d'autres quartiers de Douma, mais personne n'a entendu parler d'une attaque chimique.

Le correspondant américain a également visité la place où l'attaque aurait eu lieu, mais il n'a trouvé aucune preuve. Il est ensuite allé dans l'hôpital contrôlé par des extrémistes et est entré dans la salle qu'on avait montré dans les vidéos et où se trouvaient des personnes touchées par «l'attaque chimique».

Dispersion chimique à Douma, quand l'Occident saute sur les conclusions des Casques blancs

Un médecin, qui était de service le 7 avril, lui a dit «que c'était une journée comme les autres, mais qu'il y avait beaucoup de poussière. Beaucoup de gens se plaignaient de souffrir de toux, mais il n'y avait pas d'autres blessures. Et d'un coup, un groupe d'inconnus criant qu'une attaque chimique avait eu lieu, a fait irruption dans la salle. Ils ont apporté des gens, des blessés présumés, et ont commencé à les asperger d'eau. Les médecins examinaient ces personnes et les inconnus qui avaient apportés les blessés, ont commencé à tout filmer». sputniknews.com 19.04

Vive la guerre, ils n'ont pas d'autres perspectives à vous offrir! Trump : Les ventes d'armes : Une priorité absolue.

- L'administration Trump va faciliter et accélérer les ventes d'armes - Reuters 19 avril 2018

L'administration Trump a présenté jeudi une réforme attendue de longue date de la politique d'exportation d'armes visant à faciliter et accélérer les ventes aux alliés des Etats-Unis, ce qui devrait selon elle profiter à l'industrie américaine du secteur et à l'emploi.

La Maison blanche entend réduire les délais nécessaires pour approuver les contrats de vente d'armes, faciliter les grosses ventes ainsi que celles d'armes plus puissantes.

Elle veut aussi permettre aux responsables américains de peser davantage sur les discussions quand elles entrent dans leur phase finale, ce que Donald Trump fait déjà en téléphonant personnellement aux dirigeants des pays concernés.

Cette nouvelle politique commerciale, bien plus agressive que celle que Barack Obama avait adoptée en 2014, devrait profiter aux sociétés américaines du secteur de l'armement, comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman.

La réforme était en préparation depuis un an sous la conduite notamment du conseiller au commerce de la Maison blanche, Peter Navarro. Celui-ci a estimé dans un communiqué que la nouvelle politique américaine permettrait de "créer des emplois, renforcer nos alliés et partenaires, soutenir une industrie de la défense solide et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires des Etats-Unis à l'étranger".

Parmi les considérations retenues pour autoriser ou non une vente d'armes, le respect des droits de l'homme figurera au même niveau que d'autres facteurs comme les besoins des alliés des Etats-Unis ou le coût économique de la perte d'un contrat par une société américaine.

"C'est une politique équilibrée", a assuré l'ambassadrice Tina Kaidanow, qui supervise les contrats de vente d'armes au département d'Etat.

La réforme prévoit en particulier de faciliter les ventes de petits drones équipés de missiles et de tous les types de drones de surveillance aux alliés des Etats-Unis.

Un responsable du département d'Etat a cependant déclaré cette semaine à Reuters que le texte définissant la nouvelle politique en la matière ne serait pas rendu public, pas plus qu'une liste étendue de pays pouvant bénéficier de ventes accélérées.

Les ventes d'armes sont une priorité absolue de Donald Trump, qui aborde le sujet lors de presque toutes ses conversations avec des dirigeants étrangers.

- Lockheed Martin chargé de développer un missile hypersonique - AFP 19 avril 2018

Le Pentagone s'est officiellement lancé dans la course hypersonique en chargeant le groupe de défense américain Lockheed Martin de développer le premier missile américain capable de voler à une vitesse cinq fois supérieure à celle du son.

Le Pentagone a annoncé mercredi soir qu'il accordait à Lockheed Martin un contrat d'un montant pouvant aller jusqu'à 928 millions de dollars sur une durée indéterminée pour la conception, le développement, les tests d'un missile air-sol hypersonique.

Le nouveau patron de la recherche et du développement au Pentagone, Michael Griffin, a souligné mardi que les missiles hypersoniques étaient désormais la priorité numéro un de la Défense américaine.

"A mon avis, l'avancée la plus significative de nos adversaires a été le développement par la Chine de ce qui est aujourd'hui un système très avancé de frappes conventionnelles d'un rayon d'action de plusieurs milliers de kilomètres", a-t-il déclaré au cours d'une audition au Congrès.

Avec les capacités actuelles des Etats-Unis, "on ne verra pas ces trucs nous arriver dessus", a prévenu M. Griffin, qui est un ancien ingénieur de la NASA. Une fois que les systèmes antimissiles américains les auront décelés, "nous aurons très peu de temps pour répondre".

Pékin vient d'annoncer que ses scientifiques étaient en train de construire une soufflerie surpuissante destinée à la conception d'avions et de missiles pouvant voler à plus de 12.000 km/h, soit 10 fois la vitesse du son.

Par ailleurs, le président russe Vladimir Poutine a vanté début mars ses nouvelles armes "invincibles", parmi lesquelles de nouveaux missiles de croisière hypersoniques.

Peu après, la Russie a annoncé avoir procédé avec succès au tir d'essai de son nouveau missile hypersonique "Kinjal" ("Poignard"), affirmant qu'il "n'existe pas d'équivalent au missile "Kinjal" dans le monde".

"Le développement des armes hypersoniques de la Chine nous a dépassé", reconnaissait récemment devant le Congrès l'amiral Harry Harris, chef du commandement militaire américain pour le Pacifique (Pacom). "Nous sommes à la traîne". AFP 19 avril 2018

- La Russie se dote de l'arme qui «rend fous» les drones - fr.sputniknews.com 19.04

Le groupe Avtomatika a développé pour l'armée et les forces de l'ordre trois types d'arme pour mener la lutte électronique contre les drones.

Le groupe Avtomatika faisant partie de la société d'État Rostech a relaté à Sputnik avoir développé trois types d'arme électronique: portable (Pichtchal), fixe (Taran) et mobile (Sapsan).

«L'effet produit par les rayonnements est toujours à peu près le même: les drones commencent, pour ainsi dire, à perdre les pédales. Si c'est un quadrirotor, il s'immobilise, après quoi il part en vrille et tombe. Si c'est un drone à ailes, il part en descente incontrôlée et s'écrase au sol», a raconté le chef du projet, Sergueï Chiriaev.

Les nouveaux systèmes multirôles sont capables de détecter, de suivre et d'abattre les drones agissant sur leurs canaux radio.

Le Sapsan (faucon pèlerin en russe) est le plus puissant de ces trois systèmes, il est destiné à lutter contre tous les types de drones. La détection des cibles est réalisée dans les spectres visible et infrarouge, ainsi qu'en utilisant les fréquences radio et le radar. Après avoir repéré une cible à une distance de plus de 100 km, le système la suit et émet une interférence électromagnétique. Si le drone représente un grave danger et doit être détruit sans délai, sa localisation est transmise aux systèmes de défense antiaérienne.

La Russie trouve un remède contre les essaims de drones

Le système Taran (béliet) est utilisé contre les essaims de drones. En les repérant, le système la surplombe d'une coupole invisible d'au moins 1.800 m de diamètre qui est impénétrable pour les drones. Bien qu'un large spectre de fréquence soit utilisé contre les drones, le rayonnement est absolument inoffensif pour les hommes et ne perturbe pas le fonctionnement des portables.

Le système Pichtchal (escopette) a été créé sous forme de fusil. Cette arme d'une masse de 3 kg est destinée à la lutte contre des cibles isolées ou des drones en mouvement. Sa pile garantit une heure de fonctionnement ininterrompu.

Avtomatika se propose d'achever les essais de ces systèmes et d'entamer leur production en série avant la fin de l'année en cours. fr.sputniknews.com 19.04

ACTUALITÉ DU JOUR

SNCF. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

- SNCF: l'intersyndicale veut négocier avec Édouard Philippe - AFP 20.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT de la SNCF a décidé jeudi de suspendre sa participation à la concertation avec la ministre des Transports Elisabeth Borne et veut négocier avec le Premier ministre Édouard Philippe sur la réforme ferroviaire, a annoncé à la presse Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots.

Le trio CGT Cheminots, Unsa ferroviaire et CFDT Cheminots a confirmé la poursuite de la grève contre la réforme selon "le calendrier annoncé", par épisode de deux jours sur cinq, "jusqu'à fin

juin". Ce mouvement en était jeudi à sa 8e journée en quatre épisodes. SUD-Rail appelle, lui, à une grève illimitée.

Les quatre syndicats ont "décidé collectivement d'adresser un courrier au ministère (des Transports, ndlr) pour lui dire que nous suspendons notre participation aux (réunions) bilatérales" prévues "cette semaine et la semaine prochaine", a précisé M. Brun.

Ils vont également "adresser un courrier unitaire au Premier ministre pour lui demander de (les) recevoir et pour que ce soit lui qui organise, à partir de maintenant, la négociation puisque, semble-t-il, c'est lui qui prend toutes les décisions concernant l'évolution du dossier", a-t-il ajouté.

"L'unité syndicale est totale sur l'interprétation de la situation, sur la colère par rapport aux annonces gouvernementales et sur l'appel aux cheminots à renforcer la mobilisation", a poursuivi M. Brun.

Bruno Poncet, secrétaire fédéral de SUD-Rail, a déploré une concertation "inutile", et une réforme "pas préparée, injuste, qui va apporter plus de problèmes que de solutions". "Il faut une réforme, mais pas celle-là", a-t-il affirmé.

Le ministère des Transports "n'est pas le lieu où sont prises les décisions aujourd'hui", a considéré Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT Cheminots. "Quand on est en négociation la veille au ministère des Transports, on ne nous dit pas que la décision est prise sur la date de suppression du statut" de cheminot et "le lendemain, on (l')apprend par la presse", après une annonce de Matignon, donc "manifestement, c'est au minimum Matignon" qui prend les décisions, a-t-il ajouté.

Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa ferroviaire, a relevé le "déficit de confiance" des syndicats à l'égard du ministère des Transports. "On a demandé des négociations, on se retrouve à des réunions d'échanges et in fine", la presse publie "des dates sans même qu'on nous en parle", a-t-il reproché.

"J'ai exprimé très violemment mon agacement hier (mercredi) soir, autant du côté du ministère que du côté de la direction de l'entreprise" car il n'est "pas normal qu'on soit informé (...) via les médias", a-t-il dit.

Les syndicats "n'ont pas appris par la presse" la date de fin du statut car elle avait "été présentée la veille (mardi) aux organisations syndicales", avant que le sujet ne sorte dans les médias, a affirmé de son côté Mme Borne sur RTL. AFP 20.04

Le roitelet peut être rassuré.

- Macron estime que "tout ne va pas si mal" - Reuters 20.04

La jaunisse sévit.

- Retraites : Laurent Berger juge « bonne » la démarche du gouvernement - Publicsenat.fr 20.04

- Retraites: Pavageau (FO) qualifie de "bla-bla" la concertation - AFP 20.04

Bergeron, Blondel, Mailly, Pavageau, ils ont été choisis en fonction de leur capacité à s'adapter aux besoins du régime selon la situation, et quand le capitalisme touche le fond, le discours de l'heureux élu se réduit à des onomatopées.

- ...elle parlait à son fils, âgé de vingt mois, ce langage tout en onomatopées qui fait sourire les enfants... (Balzac, la Cousine Bette)

A bas la collaboration de classes, la trahison, boycott !

AFP - "Démarrer la concertation en ayant expliqué à la fois quand elle se termine et comment elle va se terminer, ça donne envie d'y aller..", a-t-il ironisé, promettant "d'y aller et de dire ce qu'on pense", a-t-il ajouté. AFP 20.04

Quand un sondage sert une opération de police.

- Une opération de police à Tolbiac pour lever le blocus de l'université - Le HuffPost 20 avril 2018

Les forces de l'ordre ont lancé vendredi au petit matin une vaste opération pour lever le blocage de l'université de Tolbiac à Paris, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université... Le HuffPost 20 avril 2018

- Une majorité de Français contre les blocages étudiants, selon un sondage - Reuters 20 avril 2018

Une majorité de Français (55%) est hostile à l'actuelle mobilisation étudiante contre le système Parcours Sup' de sélection sur dossier à l'entrée à l'université, que 52% des sondés soutiennent, selon une enquête Odoxa-Dentsu Consulting. Reuters 20 avril 2018

- Universités : les blocages continuent - Liberation.fr 20 avril 2018

Depuis plusieurs semaines, quatre universités (sur 73) et une dizaine de sites (sur quelque 400) sont bloqués par des opposants à la nouvelle loi sur l'accès à l'enseignement supérieur. Liberation.fr 20 avril 2018

- Air France Neuf jours de grève et toujours pas d'issue - Liberation.fr 20 avril 2018

Après neuf jours de grève, deux à venir la semaine prochaine et d'autres annoncés pour mai, le conflit s'enlise à Air France. Liberation.fr 20 avril 2018

Cela mérite au moins la Légion d'honneur.

- 70 367 - Liberation.fr 20 avril 2018

C'est le nombre record de détenus en France, au 1er avril (dont 49 515 condamnés), selon un communiqué de la direction de l'administration pénitentiaire. Liberation.fr 20 avril 2018

Vive la Palestine, dissolution d'Israël !

- Des Arabes israéliens manifestent à l'occasion de l'anniversaire de l'Etat hébreu - AFP 20 avril 2018

Des milliers d'Arabes israéliens ont manifesté jeudi dans le nord d'Israël pour exprimer leur colère à l'occasion du 70e anniversaire de la création de l'Etat hébreu.

"Votre jour d'indépendance est notre jour de Nakba" (catastrophe, en arabe), ont scandé les manifestants regroupés à Atlit, à environ 12 km au sud de Haïfa.

Selon les Palestiniens, les 174 habitants de ce village ont été chassés par Israël lors de la guerre qui a accompagné sa création en 1948.

Une ville israélienne porte aujourd'hui le même nom.

Brandissant des drapeaux palestiniens, les manifestants ont réclamé le "droit au retour" des réfugiés dont les familles ont fui ou ont été expulsées de leurs maisons en 1948.

Ce droit est soutenu par une résolution des Nations unies qui n'a jamais été mise en oeuvre. Près de cinq millions de réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent en Cisjordanie occupée, à Gaza ou dans d'autres pays de la région.

"Je suis arabe et je veux préserver ma culture et mon identité, quelque soit le nom du pays", a indiqué Wassal Kanana, 21 ans.

Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 17,5% de la population israélienne. AFP 20 avril 2018